

Le Japon et l'économie mondiale

Masahiro Sakamoto*

I — En 1982, une expansion soutenue par la demande intérieure . . .	149
II — Les problèmes à moyen terme	153
III — Le rôle nouveau du Japon dans la coopération internationale . . .	156

* Conseiller auprès du ministre chargé de l'Economic Planning Agency

I — En 1982, une expansion soutenue par la demande intérieure

La seconde crise pétrolière a porté assez considérablement atteinte à l'économie japonaise dans la mesure où elle a entraîné une succession de pressions inflationnistes et déflationnistes de 1979 à 1981 : le taux de croissance est tombé à 3 % contre 5 % entre 1976 et 1979 (tableau 1).

TABLEAU 1. — Contribution au PNB

(en %, prix 1980)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
PNB (en prix de 1980)	0,2	3,6	5,1	5,3	5,1	5,3	4,5	3,3	3,1	3,4
Consommation des ménages ...	0,4	1,9	2,1	2,1	3,1	2,6	0,5	0,6	2,3	2,1
Logement	1,3	0,8	0,3	0,2	0,2	0,2	0,0	0,7	0,1	0,1
Investissement des entreprises ..	1,6	0,6	0,3	0,4	1,5	1,6	1,3	0,7	0,3	0,5
Demande intérieure privée	3,4	0,9	3,2	2,3	5,0	4,7	1,1	1,0	2,4	2,9
Dépenses secteur public	0,5	1,1	0,4	1,9	1,9	0,0	0,2	0,6	0,6	0,1
Demande intérieure	2,8	2,0	3,6	4,2	6,9	4,8	1,3	1,6	3,0	2,8
Exportations	2,6	0,5	2,5	1,5	0,4	1,9	2,7	2,8	0,3	0,7
Importations	0,0	1,0	1,0	0,4	1,4	1,4	0,6	1,1	0,2	0,1
Exportations nettes	2,6	1,6	1,5	1,0	-1,8	0,5	3,3	1,7	0,1	0,6

Source: Economic Planning Agency

A la suite des mesures politiques appropriées qui ont été prises pour répondre à la crise et des signes de reprise de la consommation qui sont apparus, on pouvait espérer que le Japon surmonterait les séquelles de la crise pétrolière et parviendrait à un sentier de croissance stable en 1982. Cependant, cet espoir ne s'est pas concrétisé. La consommation présentait, il est vrai, une tendance relativement ferme, mais l'application souple de politiques budgétaires et monétaires s'est heurtée à des obstacles puissants. En prolongeant l'ajustement des stocks et en ralentissant la production industrielle, le recul des exportations a entraîné un manque de dynamisme de l'économie, qui s'est traduit par une augmentation du chômage. Cette situation à son tour a engendré des prévisions déflationnistes dans

les milieux d'affaires, comme l'a manifesté la prudence à l'égard des investissements, en particulier dans la petite et moyenne industrie, attitude naturellement renforcée par le niveau élevé des taux d'intérêt réels.

Bien que les résultats économiques n'aient pas été satisfaisants en 1982, il y a lieu de remarquer que l'économie japonaise a démontré sa résistance à la fois sur le front de l'offre et sur celui de la demande.

Tout d'abord, l'entreprise japonaise a amélioré sa gestion en réduisant encore les coûts. Après la seconde crise pétrolière, malgré la forte hausse du coût de l'énergie et la baisse du taux d'activité, le ratio bénéfices/chiffre d'affaires des entreprises japonaises n'a varié que dans une faible mesure, alors qu'après la première crise pétrolière la chute des bénéfices avait été importante. Le tableau 2 fait apparaître les différences de variation de coût des facteurs lors des deux crises.

TABLEAU 2. — Différences dans les variations du ratio bénéfices/chiffre d'affaires par éléments de coût, dans l'industrie manufacturière

(en % du chiffre d'affaires)

	de la première moitié de 1973 à la seconde moitié de 1974		de la première moitié de 1978 à la seconde moitié de 1981	
Variations du ratio bénéfices/chiffre d'affaires	5,94	1,19 %	4,02	3,59 %
marge de variation		- 4,75 %		- 0,43 %
Coûts variables		2,85		1,91
Coûts fixes		1,93		1,48
Coûts financiers		1,08		0,14
Frais de personnel		1,04		0,95
Frais de distribution		+ 1,40		0,45
Autres coûts		+ 0,37		0,34

Source: Economic Planning Agency

Les coûts variables ont amputé les bénéfices dans les deux cas. Cependant, la hausse du coût de l'énergie a touché le secteur de la production relativement moins au cours de la seconde crise pétrolière malgré un pourcentage de hausse plus important des prix du pétrole. La rationalisation des procédés de production a fait des progrès rapides comme l'indiquent le succès de l'introduction des équipements économi-

sant l'énergie, la substitution des sources d'énergie, ainsi que l'application des techniques électroniques. Actuellement, les produits en acier deviennent de plus en plus fins tout en conservant leur solidité; il en est de même des produits de l'industrie pétrochimique. L'industrie japonaise dans son ensemble consomme moins d'énergie et moins de matières premières.

En ce qui concerne les coûts fixes, une amélioration importante a été apportée sur le plan des charges financières; elle reflète les efforts accomplis par les entreprises pour réduire leurs emprunts après la première crise. Cette amélioration est sensible pour d'autres postes des coûts fixes, grâce principalement à une efficacité accrue de la gestion.

Les indicateurs qui précèdent montrent que les résultats des entreprises japonaises sont devenues moins sensibles à la crise du pétrole et à la récession. Malgré le fléchissement de la production dû en partie au ralentissement des exportations, les bénéfices des entreprises n'ont pas diminué grâce à l'abaissement des coûts. De même, bien que la croissance de la demande totale soit moindre, l'économie japonaise dans son ensemble peut produire une valeur ajoutée supérieure grâce aux progrès des techniques qui favorisent la stabilité des prix.

Deuxièmement, les dépenses de consommation soutiennent l'économie sans compromettre la stabilité des prix. En 1980 et 1981, avec une forte hausse des prix et une augmentation du poids de la fiscalité, le revenu disponible des ménages en termes réels a reculé et la demande des ménages s'est très faiblement accrue. En 1982 cependant, malgré un ralentissement de l'augmentation des salaires, une nouvelle stabilisation des prix a produit une progression des revenus réels. La consommation des ménages a été relativement ferme. Une nouvelle progression de la propension à consommer a également contribué à cette évolution qui est liée au changement dans les dépenses des ménages.

Dernièrement, les ménages japonais ont modifié leurs achats au profit de biens et de services autrefois considérés comme achat de luxe et superflus mais qui sont devenus des nécessités et des besoins quotidiens. Certains biens à la mode, les voyages, les activités sportives et culturelles, les dîners au restaurant sont de bons exemples qui expliquent la fermeté des dépenses des ménages. Différentes évolutions sociales influent sur ces besoins comme l'augmentation du nombre des femmes mariées qui travaillent, la longévité, l'augmentation des revenus, la vie urbaine, etc. Dans la mesure où la stabilité des prix est maintenue et où la progression du revenu réel est garantie, les dépenses de consommation soutiennent l'économie tout en assurant une croissance minimum (de l'ordre de 2 % du PNB). Les nouvelles demandes de base favorisent aussi cette stabilité et même une tendance à la baisse.

Bien que l'économie japonaise ait développé sa résistance, nous ne pouvons pas dire qu'elle soit parvenue à un sentier de croissance stable. La situation du marché de l'emploi s'est aggravée, le déficit budgétaire est encore important et le manque de dynamisme de l'économie produit des effets défavorables vis-à-vis du monde extérieur.

Dernièrement, le gouvernement japonais a annoncé un programme économique qui vise à consolider la reprise soutenue par la demande intérieure et à promouvoir la coopération internationale. Le programme comporte une utilisation souple de la politique monétaire (impliquant une éventuelle réduction des taux d'intérêt), la réalisation anticipée de travaux publics, des mesures pour stimuler la construction de logements et les investissements privés dans les petites industries. Par ailleurs, il a annoncé que des allègements d'impôts seraient étudiés au cours de l'année 1983, bien que l'ampleur, le calendrier et le financement de ceux-ci n'aient pas été fixés.

Le programme couvre aussi un certain nombre de mesures de coopération internationale visant à ouvrir davantage le marché japonais aux fournisseurs étrangers et à encourager la coopération industrielle non seulement avec les pays en développement mais aussi avec les pays développés.

Les perspectives économiques pour 1983 font état d'une progression de 3,4 % du PNB, due principalement à la demande intérieure privée, en particulier aux dépenses de consommation. Bien que les perspectives n'aillent pas au-delà de 1983, il serait souhaitable de réaliser une expansion de l'ordre de 4 % de croissance du PNB, soutenue par la demande intérieure privée, ce qui pourrait améliorer la situation du marché de l'emploi.

Le Japon a connu ce type d'expansion au cours de la période 1976-1979. L'expansion alimentée par les exportations a été remplacée d'abord par un fort accroissement des dépenses des administrations publiques (1977-1978); puis la demande du secteur privé a été forte en 1978 et 1979, soutenue par les investissements des entreprises et la consommation des ménages avec une forte appréciation du yen (tableau 1).

Quelle évolution pouvons-nous attendre cette fois? En ce qui concerne les dépenses des administrations publiques, il n'est pas possible d'attendre beaucoup en raison de l'ampleur des contraintes. Cependant, comme nous l'avons vu plus haut, avec la stabilisation des prix à la consommation, nous pouvons être relativement optimistes pour les dépenses des ménages. De plus, la baisse des prix du pétrole va avoir des effets bénéfiques non seulement sur l'économie japonaise, mais aussi sur les autres économies des pays importateurs de pétrole. On estime qu'une

baisse de 5 % produira finalement le même impact sur l'économie japonaise qu'une réduction d'impôt de 1,5 billion de yen (0,6 % du PNB), ce qui stimulera la demande des entreprises et des ménages. Cette prime peut avoir des effets positifs sur les importations, qui seront également encouragées par une ouverture plus large du marché japonais. Les exportations japonaises vont aussi contribuer à relancer l'expansion puisque la prime favorisera également les autres nations. Cependant, les différences de cycles de développement et la surévaluation du dollar ne feront peut-être pas baisser l'excédent commercial par rapport aux États-Unis en 1983, ce qui risque d'être une source de conflit.

II — Les problèmes à moyen terme

Pendant les années 1980, l'offre potentielle du Japon restera abondante. Comparé à d'autres pays occidentaux, le rapport de la population active à la population totale sera élevé et il augmentera jusqu'en 1990, avant de tomber assez brutalement après 1995 (tableau 3).

TABLEAU 3. — Comparaison internationale du ratio : population active/population totale

(en %)

Pays \ Années	1950	1960	1970	1980	1990	1995	2000	2010	2020
Japon	59,6	64,1	68,9	67,4	70,0	69,3	66,8	62,9	61,5
France	65,9	62,0	62,3	64,0	67,0	66,5	66,3	67,3	64,4
Allemagne Fédérale . . .	67,3	67,8	63,7	66,3	70,3	68,9	67,8	65,4	64,1
Suède	66,3	66,0	65,5	64,3	66,1	66,7	67,0	65,4	62,9
Royaume Uni	66,9	65,1	62,8	64,3	66,9	66,5	66,5	67,1	65,2
États-Unis	64,9	59,7	61,9	66,3	65,0	65,2	66,5	67,5	64,8

Source: *Japan in the year 2000, Economic Planning Agency.*

Les entreprises japonaises vont également rester robustes grâce à l'introduction des nouvelles techniques (en particulier électroniques) et au maintien du système de relations personnel-direction. Les perspectives à long terme publiées l'été dernier annonçaient une croissance du PNB d'environ

4 % dans les vingt prochaines années comme offre potentielle. Que ce potentiel soit réalisé ou non dépend de la demande. Comme on l'a vu plus haut, la consommation privée peut assurer une croissance minimum de 2 %, les prix étant stables. Une évolution de la situation pétrolière et une appréciation éventuelle du yen produiraient un revenu réel plus élevé, bien que nous ayons le difficile problème de la réforme de la fiscalité qui peut empêcher l'utilisation souple de politiques budgétaires.

Il convient de remarquer toutefois que la réforme de la fiscalité est également importante non seulement pour satisfaire différents besoins sociaux, mais aussi pour assumer une responsabilité internationale qui se développe rapidement.

Le déficit du secteur public était d'environ 4 % du PNB en 1981, ce qui est important par rapport aux autres pays avancés, bien que les États-Unis et l'Allemagne fédérale aient enregistré récemment un déficit croissant.

Un des traits marquants du problème budgétaire japonais est que le déficit est concentré dans le budget de l'administration centrale. Comme le montre le tableau 4, l'administration centrale a effectué des transferts courants (20 billions de yens) et des transferts de capital fixe (6 billions de yens) aux collectivités locales, à la Sécurité sociale et à d'autres coopératives publiques. L'administration centrale présente un déficit de 14 billions de yens (6 % du PNB) des prêts nets, financé principalement par l'émission d'obligations à long terme. Les administrations locales accusent un déficit de 3 billions de yens tandis qu'elles ont reçu pour 20 billions de yens de subventions en compte courant et en compte de capital. La Sécurité sociale a enregistré un excédent de 7,7 billions de yens qui a été investi en actifs financiers.

Bien que la rationalisation des dépenses de l'administration centrale soit une condition préalable, la coordination des transactions au sein des administrations publiques serait nécessaire afin de parvenir à une utilisation plus rationnelle des dépenses budgétaires.

Le comité de réforme administrative a recommandé au printemps d'examiner le rôle du secteur public par rapport au secteur privé. La Compagnie japonaise des Chemins de Fer serait divisée par régions et confiée à une gestion privée. De plus, certains commencent à défendre la thèse selon laquelle des activités assurées par le secteur public, comme la construction de logements, certains travaux publics et l'amélioration foncière, devraient être laissées à l'initiative privée.

Quant au remaniement à l'intérieur du secteur public, un examen a également été entrepris. En particulier, les subventions qui représentent un

TABLEAU 4. — Revenu, dépenses et transactions en capital des secteurs de l'administration

(1 000 milliards de yens)

	Administration centrale	Collectivités locales	Sécurité sociale	Total
1. Revenu courant	33,5	33,1	30,2	96,8
2. Dépenses courantes	38,9	27,6	22,5	89,1
(Transferts entre secteurs)	(- 20,3)	(+ 14,4)	(+ 6,2)	
3. Épargne (1 - 2)	- 5,5	+ 5,5	+ 7,7	+ 7,7
4. Transferts en capital	- 6,0	+ 6,1	-	-
5. Investissements en capital	2,6	15,5	0,7	18,2
6. Prêts nets (7 - 8) (Épargne-dépenses en capital)	- 14,0	- 3,1	+ 7,6	- 9,5
7. Progression de l'actif	+ 1,5	+ 1,1	+ 7,6	+ 9,6
8. Progression du passif	+ 15,8	+ 4,4	-	+ 19,7

Source : *Economic Planning Agency*

tiers du budget de l'administration centrale ont fait l'objet d'une révision approfondie.

En ce qui concerne la Sécurité sociale, bien que le budget soit excédentaire jusqu'en 1990, il connaîtra ensuite un déficit important à cause de l'augmentation rapide du nombre de retraités. Pour faire face à cette évolution, et compte tenu du long délai de mise en œuvre du système de Sécurité sociale, des réformes institutionnelles doivent être immédiatement entreprises pour faire payer les bénéficiaires des prestations. Le recul de l'âge d'ouverture des droits à pension et l'examen du niveau des prestations seront également étudiés.

Le rétablissement des équilibres budgétaires ne sera peut être pas réalisé seulement par une diminution ou par l'interruption des dépenses. Une augmentation des impôts ou des cotisations de sécurité sociale sera en tout cas inévitable. Cependant, il ne faut pas oublier que le lourd déficit actuel du secteur public est compatible avec l'excédent important dans le secteur des ménages et le déficit dans le secteur des entreprises. La réduction du déficit budgétaire peut entraîner une augmentation de l'excédent de la position extérieure, à moins que l'épargne des secteurs ne diminue. Dans ce domaine il convient de tenir suffisamment compte de l'impact international possible de cette réforme.

Le troisième point concerne la coopération internationale. Alors que l'ordre mondial a subi un changement profond, comme l'indique la modifi-

cation de la position américaine dans le monde, la position des Japonais a progressé et leur responsabilité internationale a rapidement grandi, recouvrant un terrain non seulement économique mais aussi politique. La question qui se pose est de savoir quel sera le développement de la société internationale dans les années 1980 et comment le Japon répondra aux nouveaux impératifs.

III — Le rôle nouveau du Japon dans la coopération internationale

Depuis la fin des années 1970, le monde a subi une série de « crises structurelles » qui ont provoqué une récession grave et de longue durée. Au début de 1983, le nombre des chômeurs était de 32 millions dans les pays de l'OCDE. La plupart des pays en développement et des pays à économie planifiée et centralisée ont également connu un développement économique très faible au cours de ces années.

Les causes de cette évolution sont imputables à plusieurs facteurs. Premièrement, le pourcentage plus élevé de hausse du prix du pétrole a touché plus durement l'économie mondiale qui ne s'était déjà pas remise des séquelles de la première crise pétrolière. Deuxièmement, le changement d'attitude politique lié au refus d'utiliser l'arme budgétaire pour relancer la croissance est aussi une raison de la stagnation. De nombreux gouvernements ont été préoccupés davantage par les résultats de leurs politiques dans la lutte contre l'inflation et par les résultats à moyen terme plutôt que par l'intérêt à court terme. La politique budgétaire expansionniste se heurte à une forte résistance. Dans de nombreux pays, les dépenses budgétaires sont soumises à un contrôle rigoureux qui aboutit à la révision de certains « systèmes d'assistance », qui constituent peut-être une première expérience après la deuxième guerre mondiale. Le désir des gouvernements de favoriser l'amélioration structurelle de leur économie a provoqué une récession d'origine politique.

Troisièmement, non seulement le niveau élevé des taux d'intérêt aux Etats-Unis n'a pas empêché les taux des autres pays de baisser, mais les autres monnaies se sont dépréciées par rapport au dollar. Bien que les taux d'intérêt élevés aux États-Unis aient pour but de lutter contre l'inflation, ils subissent aussi fortement l'incidence du lourd déficit budgétaire causé par l'augmentation rapide des dépenses militaires. En ce sens, on peut dire que la ferme volonté de l'administration Reagan de revitaliser l'économie américaine et de disposer d'armes fortement dissuasives

contre l'URSS a produit une combinaison de politique monétaire restrictive et de politique budgétaire peu rigoureuse.

Quatrièmement, le durcissement de l'antagonisme Est-Ouest a accentué les difficultés économiques tout en ajoutant le poids de dépenses militaires plus fortes à un lourd déficit budgétaire dans la plupart des pays. Par ailleurs, l'alliance occidentale a été soumise à rude épreuve avec le problème des échanges Est-Ouest et à propos de la question de l'installation d'armes nucléaires régionales en Europe. Ces problèmes engendrent, au plan politique comme au plan économique, des conséquences défavorables pour beaucoup de pays occidentaux.

Ces facteurs ont affaibli l'économie mondiale et ont touché plus particulièrement l'Europe et certains pays en développement.

Après une stagnation longue et rude, il semble que l'économie mondiale va connaître des jours meilleurs.

Tout d'abord, les principaux pays montrent des signes de redressement depuis le début de l'année. L'économie américaine connaît déjà la reprise et les économies allemande et britannique s'acheminent vers le redressement. Le Japon également a augmenté la demande intérieure. Il ne faut pas oublier que cette reprise intervient après de longues périodes de politiques intransigeantes, accompagnées d'une stabilisation de la hausse des prix et des augmentations de salaires. Ensuite, une baisse de 5 dollars du prix du pétrole va avoir un effet favorable supplémentaire sur l'économie mondiale. Selon notre étude du problème de l'énergie, le prix du pétrole ne va ni augmenter ni baisser dans les deux ou trois prochaines années. Les économies d'énergie, le changement des combustibles, le développement de l'électronique et l'augmentation de la production de pétrole des pays non membres de l'OPEP semblent devoir détendre le marché du pétrole.

Ces perspectives concernant le prix du pétrole vont favoriser l'expansion économique des pays de l'OCDE après 1983, tout en donnant plus de liberté de manœuvre à la politique économique. Bien entendu le sentier de croissance n'est pas facile. D'une part, les difficultés économiques dans les pays européens, dans les pays de l'Est et dans de nombreux pays en développement sont susceptibles de faire obstacle au redressement. D'autre part, du côté de la balance des paiements, le décalage du redressement entre les États-Unis peut accompagner un affaiblissement du dollar. Le financement de plusieurs pays de l'OPEP est également une préoccupation dans le domaine monétaire.

Cependant, la croissance économique qui peut se poursuivre jusqu'en 1984 et 1985 sera une occasion précieuse pour l'économie

mondiale de promouvoir des améliorations structurelles auxquelles de nombreux gouvernements ont procédé au cours de la phase de récession. En particulier, la nature de l'ordre international qui prévaudra dépendra de la mesure dans laquelle les États-Unis auront progressé vers la revitalisation de leur économie.

A en juger par l'actuel programme de défense, on peut prévoir que les États-Unis amélioreront considérablement leur puissance militaire à la fin des années 1980. Mais les conséquences pour l'ordre du monde seront très différentes selon que « cette force militaire » des États-Unis s'accompagnera ou non d'un redressement économique. Si les États-Unis réussissent cette revitalisation, le monde pourra rétablir un système de libre échange et la coopération pour les questions monétaires sera possible. Naturellement, le redressement économique européen est une condition nécessaire à ce scénario. Mais si la revitalisation économique américaine est insuffisante, l'instabilité risque de persister non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans le domaine politique. Ce serait alors le règne du protectionnisme.

Bien que la revitalisation américaine ne soit pas encore une perspective certaine, des signes encourageants apparaissent comme la stabilité des prix, des hausses de salaires modérées, la restauration des bénéfices des entreprises, l'augmentation du taux de l'épargne, même si elle est modeste. Selon un scénario de réussite, le dynamisme des régions ouest et sud où sont concentrées des industries de pointe comme l'aéronautique, l'électronique, la défense et l'énergie soutiendra l'économie américaine.

Comme nous l'avons vu plus haut, il a été demandé au Japon, en raison de ses résultats économiques relativement meilleurs, d'assumer une responsabilité plus grande dans la société internationale.

Le Japon oscille, aux deux extrêmes, entre faiblesse et force. D'une part, on a considéré qu'il était vulnérable aux remous internationaux, économiques et politiques, en raison de sa dépendance. D'autre part, la compétitivité japonaise a été jugée comme étant à l'origine de conflits commerciaux.

Au cours des années 1970 et au début des années 1980, le Japon a réussi à diminuer cette vulnérabilité dans une certaine mesure, comme le montrent les économies d'énergie, le dynamisme croissant des entreprises et l'amélioration des moyens de défense. Cependant, en ce qui concerne la compétitivité de l'industrie, si elle a profité aux consommateurs des autres pays en leur offrant des marchandises bon marché et de qualité, elle a aussi suscité des conflits commerciaux. En outre, on reproche au Japon de ne pas payer un prix assez élevé pour maintenir le système de libre échange ainsi que le système monétaire.

Comme on l'a indiqué plus haut, le programme économique récent comporte une politique de coopération internationale. L'augmentation de l'aide étrangère, et l'ouverture du marché japonais plus largement aux fournisseurs étrangers sont destinées à répondre aux demandes énoncées plus haut. Une croissance soutenue par la demande intérieure est extrêmement importante si l'on tient compte de l'aggravation possible du déficit extérieur des États-Unis.

A cet égard, il est intéressant de mentionner qu'un certain nombre d'entreprises japonaises vont à l'étranger et développent leurs activités dans les pays en développement ainsi que dans les pays développés. Aux États-Unis, en particulier à l'ouest et au sud, et dans certains pays européens, les investissements japonais ont augmenté rapidement. Cet effort contribue non seulement à donner de la vitalité à l'économie mondiale, mais aussi à apaiser les conflits commerciaux. Pour le développement économique des pays moins développés, le rôle des capitaux privés japonais est également assez important en même temps que l'aide officielle.

En outre, le marché financier japonais s'est développé rapidement, grâce en partie à l'accroissement des transactions financières entre sociétés mères et filiales. Avec les émissions massives d'obligations de l'État, qui viennent aujourd'hui au second rang dans le monde, le marché de Tokyo favorise le rôle international du yen.

Pour faire progresser la coopération internationale, les relations avec les autres pays avancés sont essentielles, bien que les États-Unis et le Japon puissent parfois être concurrents. De plus, pour le Japon, il est important de développer la coopération régionale dans la zone du Pacifique, ce qui peut être finalement bénéfique à l'échelle mondiale.

La coopération internationale doit bénéficier d'un soutien intérieur. La réforme budgétaire est extrêmement importante pour répondre aux obligations internationales, parce qu'il y a des activités que seules des dépenses budgétaires peuvent promouvoir d'une façon efficace (pas seulement la défense, mais aussi un enseignement scientifique et des activités culturelles).

TABLEAU 5. — Épargne et investissement par secteurs en 1981.

(en % par rapport au PNB)

Secteurs	Ménages	Entreprises	Administrations	Total
Épargne	18,8	9,6	3,4	31,8
Investissement	7,3	16,7	7,2	31,2
E — I	+ 11,5	— 7,1	— 3,7	+ 0,6

Source: *Statistiques du revenu national, Economic Planning Agency.*

TABLEAU 6. — Les États-Unis dans le monde.

	Année	États-Unis	Premier ou second pays après les États-Unis	
Dépenses militaires (en milliards de dollars, valeurs de 1978) (1)	1950	39.5	URSS	37.7
	1970	130.9	URSS	92.5
	1979	110.1	URSS	105.7
Aide au développement (ODA) (en centaines de millions de dollars)	1960	27	France	8
	1970	31	France	10
	1980	57	France	37
PNB (pourcentage mondial)	1950	36	Royaume-Uni	5
	1970	31	Japon	6
	1979	22	Japon	10
Réserves en or et en devises (en centaines de millions de dollars)	1950	243	Royaume-Uni	34
	1970	145	Allemagne Fédérale	136
	1980	283	Allemagne Fédérale	540
Exportations (en centaines de millions de dollars)	1950	101	Royaume-Uni	63
	1970	426	Allemagne Fédérale	342
	1979	1,786	Allemagne Fédérale	1,715
Production d'acier (en millions de tonnes) (2)	1950	88	Royaume-Uni	17
	1970	119	Japon	93
	1980	102	Japon	111
Production automobile (en millions)	1950	6.7	Royaume-Uni	0.5
	1970	6.6	Allemagne Fédérale	3.5
	1980	6.4	Japon	7.0
Production de pétrole (en millions de barils/jour) (2)	1970	9,648	URSS	3,798
	1980	8,594	Arabie Saoudite	10,200
Parts des grandes sociétés pétrolières	1970	80		
	1978	49		

Note: 1) Disponibles auprès de la SIPRI. Selon l'US Defense Report, les dépenses militaires de l'Union soviétique en 1980 ont dépassé de 50 % celles des États-Unis.

2) En 1980, l'Union soviétique a produit 152 millions de tonnes d'acier et 1 1 800 000 barils/jour de pétrole.

Sources: US Presidential Economic Report, chiffres de l'ONU, etc.

S'il est vrai qu'actuellement un nombre croissant d'entreprises japonaises deviennent des multinationales, il arrivera un stade où certains syndicats s'opposeront à l'exode des entreprises à l'étranger. Enfin, ouvrir la société japonaise au monde extérieur doit être la tâche de chaque citoyen. Comme ils ont été habitués à une société fermée, les Japonais ont parfois, et continuent d'avoir, des difficultés à communiquer avec les peuples étrangers. La promotion des échanges culturels entre les peuples, que préconisait récemment le Premier ministre Nakasone, est extrêmement importante à cet égard.

